

Les crédits

En tant que critique en matière de formation et jeunesse, je constate qu'à l'heure actuelle, il faudra, pour qu'un jeune se qualifie à recevoir de l'assurance-chômage, 910 heures de travail sur 52 semaines. Cela représente 17,5 heures de travail par semaine dans une année, sans manquer une semaine, pour se qualifier. Sinon, il ne se qualifie pas. Il doit atteindre ce nombre d'heures minimum. Il est donc maintenant deux fois plus difficile pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail de se qualifier à recevoir de l'assurance-chômage.

• (1225)

Et que fait-on de l'assurance-chômage? On crée un fonds et on l'offre aux provinces, en leur disant: «Servez-vous dans ce fonds, à condition de répondre à nos conditions; puisque nous, on veut garder le contrôle, si vous ne vous y conformez pas et si cela ne répond pas exactement à nos conditions, on va retirer le fonds.»

Mais ce fonds dont parle le ministre renferme l'argent cotisé par les employeurs et les salariés. Alors que vient y faire le fédéral, depuis 1991, lui qui ne paie plus un sou dans l'assurance-chômage, comme tout le monde le sait? Ce n'est pas ce gouvernement-ci qui l'a fait, c'est le gouvernement conservateur. Mais maintenant, il fait des profits avec l'assurance-chômage et se sert d'une partie des profits pour faire de la formation de la main-d'oeuvre dans un domaine de juridiction provinciale.

C'est cela que nous déplorons et que nous dénonçons. Là, il y a une petite ouverture. On a vu que l'Assemblée nationale du Québec, tout en établissant certains paramètres, continue de faire valoir le consensus québécois, à savoir, le rapatriement de tout l'argent dépensé par le fédéral en matière de formation de la main-d'oeuvre, même celui de l'assurance-chômage, parce que, en se servant de ce fonds, le fédéral continuerait à multiplier et à maintenir les dédoublements.

En conclusion, j'invite le gouvernement et le ministre du Développement des ressources humaines à regarder, à écouter, à renforcer au maximum une attitude d'écoute et à voir ce que les Québécois veulent vraiment. Il peut constater que les Québécois, pas seulement les gens du mouvement souverainiste, du Bloc québécois ou du Parti québécois, mais tout le monde au Québec veut que le Québec soit le maître d'oeuvre, le responsable de sa politique en matière de main-d'oeuvre, de formation et de tous les services connexes. Je termine là-dessus et je vous remercie.

L'hon. Sheila Finestone (secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme), Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les remarques non seulement du député, mais aussi du porte-parole qui a parlé auparavant.

Ce qui m'a touchée, c'est ce manque de sensibilité, à mon avis, à l'égard des individus du Québec, que ce soit à Montréal, dans mon comté de Mont-Royal, à Trois-Rivières, à Québec, à Chicoutimi, au Lac-Saint-Jean, n'importe où au Québec, parce que ce sont ces personnes qui ont payé les cotisations et qui ont maintenant besoin, et elles en ont le droit, d'obtenir une ristourne pour les aider au moment où elles sont sans emploi.

Toutes les démarches et toutes les observations portent sur ceci: «Moi, je veux le pouvoir; moi, je veux la décision, avec l'argent du Canada.» Ils oublient, comme toujours d'ailleurs, de dire la vérité en gros. En effet, pour chaque dollar investi au Québec par un travailleur, il recevra 1,33 \$ lorsqu'il sera sans emploi. Ils veulent couper les 33c. à chaque personne, ce qui représente des millions de dollars. C'est une fort bonne politique.

Ensuite, ils oublient complètement que c'est un changement qui fait face à des réalités au Québec. Au Québec, comme ailleurs au Canada, il faut changer nos capacités, nos comportements ou nos habiletés pour faire face à une nouvelle société. Cela, ils l'ont complètement oublié et ils veulent mettre de côté un montant d'argent assez significatif. On met plus de 4,2 milliards de dollars dans le programme. Ils oublient cela. Ne veulent-ils pas dire cela à leurs commettants? Je trouve cela très intéressant. Vous ne voulez pas dire. . .

Le vice-président: Je demande à la secrétaire d'État de toujours adresser ses remarques à la Présidence.

• (1230)

Mme Finestone: Monsieur le Président, par votre entremise, j'aimerais bien demander à mon collègue s'il ne veut pas partager les informations à l'effet que le gouvernement du Canada, au lieu d'injecter 4 milliards de dollars, injecte 4,2 milliards de dollars, ce qui inclut plus de 500 000 \$ en mesures pour les personnes sans emploi.

Également, dans les 800 millions de dollars, il y aurait 240 millions de dollars pour le Québec, pour une somme totale de 747 millions de dollars de surplus, et ça, il veut l'enlever. Est-ce que c'est vrai qu'il veut enlever tout ça des commettants? Mes commettants veulent du travail, veulent avoir un recyclage, veulent avoir de la formation, ils veulent travailler comme il faut, ils veulent des subventions salariales, des suppléments de rémunération.

Je dois dire que, en ce qui concerne les femmes, est-ce que mon collègue veut les avantages pour les femmes ou est-ce qu'il veut leur enlever les avantages, avantages qui aident à assurer l'autonomie financière des femmes? Ce sont des gains individuels qui sont assurés et les prestations de base sur l'assurance-emploi sont calculées et appartiennent aux femmes mêmes, pas à l'État, pas à la gérance de l'État, mais aux travailleuses elles-mêmes.

Et puis les travailleuses qui occupent plus d'un emploi en ce moment ou travaillent à temps partiel à différents endroits vont recevoir dès la première heure de travail, mais le député ne veut pas ce changement. Il ne veut pas qu'elles soient reconnues dans ce changement et que la réforme protège ceux qui ont besoin d'aide comme les familles à faible revenu avec des enfants, dont bon nombre sont dirigées par des femmes. Il y aura des suppléments de revenu familial et il ne veut pas reconnaître le fait qu'il peut y avoir presque jusqu'à 80 p. 100 d'augmentation du montant de base si ce sont des familles à faible revenu. Mais ça, il ne veut pas le reconnaître.

Les députés du Bloc ne veulent pas non plus, avec les démarches qu'ils veulent pour s'assurer pour des raisons d'efficacité liées à la culture propre, que les prestataires puissent également, s'ils sont sur l'assurance-chômage, accroître leur revenu en gagnant au moins 50 \$ par semaine sans que leur indemnité en subisse des conséquences négatives. Ils ne veulent pas reconnaî-